

# Les tribulations d'une mission militaire suisse en Colombie 1924-1929

Autor(en): **Helg, Aline**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **36 (1986)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80964>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## MISZELLEN - MÉLANGES

### LES TRIBULATIONS D'UNE MISSION MILITAIRE SUISSE EN COLOMBIE 1924-1929

Par ALINE HELG

Si l'épopée des immigrants suisses dans le Nouveau-Monde a récemment fait l'objet de plusieurs études historiques<sup>1</sup>, l'histoire des missions techniques suisses à l'étranger dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle reste un domaine encore peu exploré. Cette brève étude voudrait décrire et analyser cette coopération technique avant l'heure qu'étaient les missions à partir d'un exemple concret: celui d'une mission militaire en Colombie dans les années 1920. Elle est fondée sur quatre sources principales: 1) les documents du Département militaire et du Département politique fédéral déposés aux Archives fédérales suisses à Berne; 2) les rapports et les mémoires du Ministère colombien de la Guerre réunis à la Biblioteca Nacional de Bogotá en Colombie; 3) les rapports annuels sur la Colombie du Foreign Office de la Grande-Bretagne disponibles au Public Record Office à Londres; et 4) des entretiens personnels avec un témoin privilégié de cette mission: Walter Röthlisberger, consul de Suisse en Colombie (1923-1936), personnalité qui a marqué la vie de la colonie suisse de Bogotá jusqu'à son décès au début de 1985.

#### *Des militaires suisses pour la Colombie*

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Colombie sort de la série de guerres civiles entre libéraux et conservateurs qui l'ont déchirée depuis l'Indépendance (1819). En effet, la guerre des Mille jours (1899-1902) s'est soldée par la victoire du parti conservateur qui se maintiendra au pouvoir jusqu'en 1930. Elle a coûté des dizaines de milliers de morts, bouleversé l'économie du pays et entraîné la perte du département de Panama. Cependant, cette perte a été compensée sur le plan financier par les millions de dollars que les Etats-Unis ont versés en guise d'indemnité, ouvrant la voie aux investisseurs nord-américains qui montrent un intérêt croissant pour la Colombie. Sous la présidence de Pedro Nel Ospina (1922-1926), le gouvernement s'efforce de sortir le pays de son isolement, de diversifier son économie essentiellement agricole et extractive, et de le doter d'une infrastructure moderne. A cet effet, les autorités font appel à des experts étrangers: en 1924 sont engagées une mission financière américaine dirigée par l'économiste Edwin W. Kemmerer, une mission pédagogique allemande, une mission de télégraphie belge et une mission militaire suisse.

<sup>1</sup> Voir notamment GÉRALD ARLETTAZ, «Emigration et colonisation suisses en Amérique 1815-1918», in *Etudes et Sources*, N° 5, Berne, Archives Fédérales Suisses, 1979, et MARTIN NICOLIN, *La Genèse de Nova Friburgo. Emigration et colonisation suisse au Brésil*, Fribourg, 1973.

Pourquoi le choix de la Suisse, quand les liens entre les deux pays sont insignifiants en comparaison avec ceux que la Colombie a avec les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre ou la France? La Confédération helvétique n'entretient d'ailleurs des relations diplomatiques avec le pays que depuis 1908. En 1920, quelque 130 Suisses – des commerçants, des techniciens et artisans, des enseignants – sont installés en Colombie, sans compter de nombreuses sœurs franciscaines occupées à l'évangélisation et à l'instruction des régions du Sud; mais ils ne représentent pas plus de 1% de la population étrangère du pays et ils ont beaucoup de difficultés à intéresser les autorités helvétiques à la Colombie<sup>2</sup>. Les explications de ce choix sont donc assez ténues.

En 1907, une mission militaire chilienne doit quitter précipitamment le pays à la suite de divergences avec le Ministère de la Guerre. Aussi, en 1916, le président José Vicente Concha (1914–1918) souhaite reprendre la réforme de l'armée, cette fois sous la direction de militaires européens. La Première Guerre mondiale limite son choix: il est malheureusement hors de question d'engager des Allemands ou même des Français. Sollicités, les Belges font la sourde oreille. Finalement, après avoir eu connaissance d'un article élogieux du *Times* et d'un ouvrage du colonel Carl Egli sur l'armée suisse, le président se tourne vers la Suisse, arguant qu'après tout les deux pays ont des reliefs montagneux similaires<sup>3</sup>. Malgré de sérieuses mises en garde d'un certain Lecoultre contre les difficiles conditions de travail des missions en Colombie, le Conseil fédéral entre en matière: une convention entre les deux pays est signée en avril 1917, selon laquelle la Suisse met à disposition de la Colombie trois cadres de l'armée pour une durée de trois ans. Mais quand tout semble prêt, des questions de détail font traîner les dernières discussions en longueur: un nouveau président est élu en Colombie, et en 1919 son gouvernement renonce à la mission tout en dédommageant les officiers suisses<sup>4</sup>.

En 1923, l'ambassadeur de Colombie en Suisse, Urrutia, est chargé par son gouvernement de reprendre les négociations avec le Département militaire fédéral. Celles-ci aboutissent à la signature d'un contrat de droit privé de trois ans, renouvelable, entre Urrutia et des officiers suisses, contrat approuvé par le Conseil fédéral. Le lieutenant-colonel Hans Juchler, instructeur d'infanterie, dirige la mission composée du major Paul Gautier, instructeur de cavalerie, du major Hans von Werdt, instructeur d'infanterie, et du premier-lieutenant Henri Pillichody, ancien pilote-instructeur devenu directeur de la société d'aviation Ad Astra. Ce dernier, chargé de monter l'aviation militaire, est accompagné du mécanicien Demaurex et emmène avec lui un biplan Wild muni de deux moteurs Hispano-Suiza. Les Suisses dépendront directement du Ministère de la Guerre et garderont l'uniforme helvétique durant leur séjour en Colombie. De retour dans leur patrie, ils pourront retrouver la place qu'ils occupaient auparavant dans l'armée<sup>5</sup>.

2 Cf. URS FREI, *Die Schweizerische Präsenz in Kolumbien, 1860–1960*. Mémoire de licence, Historisches Seminar, Univ. Zürich, Hiver 1981–1982, pp. 27–32, et entretien avec Walter Röthlisberger, Aeschi (Berne), septembre 1983.

3 Archives Fédérales Suisses (ci-après AF), Département militaire fédéral, série E 27/12 722 et 12 723/2; JOHN J. JOHNSON, *The Military and Society in Latin America*, Stanford, Californie, 1964, pp. 69–71, et CHARLES EGLI (colonel), *L'Armée suisse*, Lausanne, 1913.

4 AF, E 27/12 723/16, 12 723/21 et 12 722.

5 AF, E 27/12 723/5 à 8, 10, 11, 13, 21 et 104.

## *L'état de l'armée colombienne en 1924*

Bien que le service militaire soit obligatoire en Colombie depuis 1896, l'armée ne compte en 1924 que quelque 6000 hommes, en majorité des paysans enrôlés de force, pour une population de plus de 6 millions d'habitants. Les registres d'état-civil sont tenus par l'Eglise (la Colombie est une nation catholique en vertu d'un concordat avec le Saint-Siège), et celle-ci, proche du parti conservateur, communique de préférence le nom des libéraux aux agents recruteurs. De profonds clivages politiques, sociaux et raciaux caractérisent donc l'armée. Comme l'écrit le major Gautier au conseiller fédéral Scheurer: «(...) on ne recrute qu'une faible partie du contingent annuel en ne choisissant que les pauvres indigènes dans l'indigence et ceux qui ne sont pas du parti au pouvoir. Tous les habitants plus ou moins aisés des villes sont exempts du service par entente tacite; un blanc ne fréquente pas un indien et ne vivrait jamais dans un même local et sous les mêmes lois qu'un homme de couleur»<sup>6</sup>.

Le fonctionnement interne de l'armée est marqué par ces inégalités. Les cadres sont issus des classes moyennes; généralement conservateurs, ils ont été nommés sur recommandation politique. Le mépris domine dans leurs rapports avec la troupe, tandis que soldats et sous-officiers obéissent par crainte des sanctions et des coups.

Le rôle de l'armée est avant tout politique, comme le constate encore Gautier: «L'armée est la force armée du parti au pouvoir»<sup>7</sup>. Elle sert davantage à la répression des manifestations sociales ou politiques qu'à la défense contre l'extérieur. Son activité lors d'élections peut aller jusqu'au rabattage des voix, étant évident que ses membres sont contraints de voter pour le parti conservateur. Cette caractéristique n'est pas sans effets sur les relations de l'armée avec le Congrès qui lui accorde difficilement des crédits: en 1924, la Défense ne reçoit que 7,4% du budget national, soit 3 000 000 pesos contre 12 676 000 pesos aux investissements pour le développement économique<sup>8</sup>.

En réalité, l'armée est dans une situation financière catastrophique en 1924: l'argent manque de toutes parts pour l'équipement, l'alimentation, le logement et l'armement des troupes qui sont contraintes de vivre dans des conditions lamentables. On a même dû renoncer à accepter de nouvelles recrues, faute de pouvoir les nourrir et les vêtir. La maigre solde de 3 pesos par mois pour les soldats est versée irrégulièrement et les supérieurs sont mal payés. Ces derniers tentent d'améliorer leurs revenus en détournant des fonds, comme celui du fourrage, à des fins personnelles. Cette pratique est d'ailleurs générale jusqu'au niveau du ministre de la Guerre et contribue aux réserves du Congrès sur l'armée<sup>9</sup>.

Quant au matériel, si l'armée dispose de bons fusils Mauser, elle n'a que quatre canons antiques, quelques mitrailleuses, deux canonnières (employées, quand elles ne sont pas en réparation, pour le transport du courrier et des marchandises) pour

6 AF, E 27/12 723/33 (lettre de Gautier à Scheurer, 12 déc. 1924).

7 AF, E 27/12 723/33. La même appréciation se trouve dans la lettre de Juchler à Scheurer du 25 avril 1926 (E 27/12 723/254).

8 De 1922 à 1932, le peso colombien équivaut au dollar américain. Departamento administrativo nacional de Estadística (DANE), «Estructura económica, 1924-1950», in *Boletín mensual de estadística*, Bogotá, N° 226, mai 1970, p. 164. Aussi Ministerio de Guerra (ci-après MG), *Informe del Ministro de Guerra al Congreso de 1925*, Bogotá, 1925, pp. 8, 19, 32-35, et AF, E 27/12 723/33, 209, 254 et 350 (lettres de Juchler et de Gautier à Scheurer).

9 AF, E 27/12 723/209-210 (lettres de Juchler à Scheurer) et MG, *Informe... de 1925*, p. 8.

surveiller plus de 2000 km de côtes et les cours d'eau navigables dans les zones frontières. La cavalerie compte 150 chevaux mais seulement 70 selles. Le bataillon de génie ne possède qu'une douzaine de tonneaux pour la construction de ponts de fortune et un seul télégraphe. L'aviation est équipée de deux appareils inutilisables laissés par une éphémère mission française en 1921<sup>10</sup>.

L'instruction militaire est déficiente. Les écoles de cadres fondées à l'époque de la mission chilienne ont perdu leur orientation spécifique; en l'absence de professeurs qualifiés, l'enseignement est général et les élèves officiers sont privés d'instruction en topographie, en cartographie stratégique ou même en défense militaire. Quant aux soldats, analphabètes dans une immense majorité, il ne leur est dispensé aucune formation élémentaire au combat. La minorité sachant lire et écrire est en général promue au rang de sous-officier, mais il n'existe pas d'école appropriée à cet état. L'état-major lui-même est composé d'officiers sans formation militaire, plus soucieux de leur avancement politique ou de leur enrichissement personnel que du progrès de l'armée<sup>11</sup>.

### *L'activité des officiers suisses*

Etant donné l'état de l'armée colombienne, la tâche confiée à la mission suisse est considérable: il s'agit de réorganiser et de moderniser la défense du pays. Mais Juchler s'attelle au travail, et à la fin de 1924, il dépose sur le bureau du ministre de la Guerre un plan décennal de réforme générale de l'armée. Or ce plan est dans son ensemble mal accueilli. Les critiques formulées contre les officiers supérieurs et les dénonciations de malversations gênent certains militaires. Les projets de construction de casernes, d'ateliers et d'entrepôts, ceux d'acquisition de terrains d'exercice, ceux d'armement, d'achat d'équipement et de matériel technique échouent parce que le pays n'est pas prêt à faire de pareilles dépenses publiques. La révision de la législation militaire, en particulier l'application du service obligatoire, si elle rencontre une approbation de façade chez de nombreux militaires et politiciens, est loin de correspondre à une volonté chez des élites ne se considérant pas de la même race que le peuple. Une seule proposition du plan devient loi en 1927: la restructuration de l'armée en cinq divisions affectées à différentes régions du pays. Vu la faiblesse numérique des troupes, Juchler opte pour la création de petites unités d'opération mobiles, efficaces et offensives, d'abord composées essentiellement de fantassins, qui devraient progressivement devenir chacune une combinaison de toutes les armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie et aviation). Mais cette réforme présuppose un encadrement des soldats hautement qualifié, c'est-à-dire la réorganisation de l'état-major et de l'instruction militaire, la fin des promotions politiques et la création d'une véritable carrière des armes<sup>12</sup>. Tous changements difficilement acceptables

10 Public Record Office (ci-après PRO), FO 371/10 616 (*Annual Report*, 1924), pp. 14-15; MG, *Informe... de 1925*, pp. 19 et 36, MG, *Memoria del Ministro de Guerra al Congreso nacional de 1926*, Bogotá, 1926, p. 122 et AF, E 27/12 723/33, E 27/12 723/211 (lettre de Juchler à Scheurer, 3 mars 1925).

11 AF, E 27/12 723/33 et 211; PRO, FO 371/10 616, pp. 14-15; MG, *Informe... de 1925*, pp. 39-41, 44; *Memoria... de 1926*, pp. 88, 94-95, 105, 111-112 et WILLY MURI, *L'Armée colombienne, étude d'une institution militaire dans ses rapports avec la société en transition, 1930-1974*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle présentée à l'Université de Paris V, 1975, pp. 33-34.

12 PRO, FO 371/11 132 (*Annual Report*, 1925), p. 15; MG, *Informe... de 1925*, pp. 17-18, 25, 43 et AF, E 27/12 723/209 et 211.

parce qu'ils menacent directement le Ministère de la Guerre et les officiers supérieurs.

Après le renvoi de son projet, Juchler exige que les attributions des membres de la mission soient enfin clairement définies par le ministre. Il va jusqu'à accorder un entretien à deux journaux d'opposition au cours duquel il fixe les conditions de la poursuite du mandat des Suisses. Devant le manque d'enthousiasme du ministre et des officiers supérieurs pour la réforme de l'armée, devant l'exiguïté des budgets militaires, Juchler refuse la mission impossible d'organiser la défense colombienne. Les Suisses se limiteront à diriger l'instruction militaire et à améliorer le fonctionnement de l'état-major. Mais ils veulent avoir les mains libres pour ces tâches. Seul Juchler dépendra directement du ministre de la Guerre, mais les membres de la mission ne relèveront que de leur chef. Celui-ci aura réelle influence sur le corps des officiers et choisira lui-même ses collaborateurs colombiens. Il pourra intervenir partout et contrôler les finances de l'instruction et de l'état-major. Il vérifiera aussi la sélection des candidats aux écoles militaires et aux cours d'information.

Après plusieurs mois de tensions avec le Ministère de la Guerre, Juchler obtient gain de cause, en octobre 1925: la mission concentrera la plupart de ses activités sur l'enseignement militaire (en espagnol). Le président Ospina a fait pression sur son ministre pour éviter le scandale d'un départ des Suisses et le Congrès a augmenté les crédits à l'armée devant la montée des grèves et de l'agitation sociale<sup>13</sup>.

En se tournant vers l'enseignement, la mission suisse souhaite former des cadres militaires compétents et honnêtes qui poursuivraient après son départ la modernisation de l'armée colombienne. C'est pourquoi dans les axes de son instruction figurent les manoeuvres sur le terrain, le développement du sens des responsabilités et de l'initiative personnelle, jusqu'alors négligés. De manière générale, l'enseignement comprend deux dimensions: les cours de culture générale et les cours militaires théoriques et pratiques. Dans tous les instituts, on enseigne l'organisation et le fonctionnement des différentes armes combattantes ainsi que des services des troupes, la stratégie et la tactique, les fortifications de campagne et la reconnaissance du terrain.

Juchler et Gautier commencent par mettre sur pied un cours d'information pour officiers. Première expérience concrète pour eux, elle leur permet de mesurer l'étendue des difficultés pour réaliser quoi que ce soit: il leur faut commencer à zéro, vaincre la mauvaise volonté des responsables ministériels, faire passer des décrets et des règlements, obtenir des crédits pour avoir des locaux, du mobilier et du matériel. Néanmoins, en février 1925, débute un cours de deux mois où plus de cent officiers suivent une série de conférences et participent à des exercices pratiques<sup>14</sup>.

Le même scénario se répète pour l'ouverture de l'Ecole de sous-officiers de Bogotá, en mars 1925. Confiée d'abord à von Werdt, lequel se révèle trop rigide pour l'administrer, elle est dirigée jusqu'à la fin de l'année par Gautier. Ce dernier réussit à susciter l'intérêt pour l'étude et le travail de quelque 180 soldats conscrits issus de diverses régions du pays, prouvant qu'ils ne sont pas moins capables que leurs supérieurs blancs. L'année suivante, la formation des sous-officiers est décentralisée et l'on fonde trois petites écoles à Bogotá, Cali et Bucaramanga, administrées par les promus de la volée de 1925<sup>15</sup>.

13 AF, E 27/12 723/211 et 223 et MG, *Memoria... de 1926*, pp. 85-86.

14 AF, E 27/12 723/211 et 223; MG, *Informe... de 1925*, p. 44.

15 AF, E 27/12 723/121, 208, 211 et 361.

Dès 1926, von Werdt est assigné à l'École militaire de Bogotá. D'un établissement qui était plutôt un collège secondaire, il espère faire un centre de formation d'officiers. Ainsi, seuls les jeunes de plus de 16 ans y sont admis pour recevoir une spécialisation militaire dès la première année. Mais von Werdt échoue là aussi et il quitte la Colombie en 1927. L'établissement sera dès lors dirigé par un officier colombien de retour d'un stage au Chili, qui changera l'organisation des cours: deux années de tronc commun avec les collèges de baccalauréat suivies de deux années de spécialisation militaire<sup>16</sup>.

Juchler ouvre l'École supérieure de guerre en mars 1926, après un long conflit avec le ministre de la Guerre au sujet du financement de l'établissement. Une vingtaine d'officiers soigneusement sélectionnés sont préparés en deux ans d'études à travailler à l'état-major. Une des particularités de l'école est ses déplacements sur le terrain. Chaque mois, les hommes font quelques jours d'exercices tactiques dans les environs de Bogotá et, une fois par an, une expédition dans une région du pays. Ainsi, du 6 novembre 1926 au 6 janvier 1927, Juchler emmène ses élèves près de la frontière avec l'Équateur, où il organise des manœuvres. Ce voyage, le premier du genre pour l'armée colombienne, est non seulement un événement national couvert par la presse, mais aussi un succès auprès des jeunes officiers qui sortent enfin de leurs tristes casernes pour découvrir le pays<sup>17</sup>.

C'est Pillichody, à la tête de l'École d'aviation militaire, qui connaît les difficultés les plus sérieuses. Au début, il ne dispose que de l'avion à double commande et des moteurs Hispano-Suiza qu'il a apportés de Suisse. Alors que pour des raisons météorologiques, il souhaite établir l'aérodrome à une altitude moyenne, le ministre le contraint à s'installer près de la capitale, dans les locaux d'une ancienne école d'agronomie, à 2600 mètres. La piste d'atterrissage dont il obtient l'aménagement n'a pas la longueur espérée. Les hangars sont insuffisants et les ateliers de mécanique dépourvus des instruments indispensables. Dans ces conditions, l'École d'aviation débute lentement. Si les vieux avions français permettent un bon enseignement pratique de la mécanique, l'existence du seul appareil volant suisse limite le nombre des élèves officiers à sept, jusqu'à l'acquisition de trois avions supplémentaires en 1927. Les exercices de vol sont donc peu fréquents et soumis aux aléas de la météorologie, de l'approvisionnement en essence par le gouvernement et de la mécanique<sup>18</sup>.

A partir de 1926, Gautier réorganise l'état-major dont il est devenu le conseiller technique. D'une part, il s'efforce de changer les méthodes de travail de ses collaborateurs et de les rendre plus efficaces. D'autre part, il dirige des études et projets dans divers domaines tels que la législation militaire, le matériel de guerre, la division militaire du territoire national ou la défense de la région périphérique du Caquetá-Putumayo. Il préside à l'organisation du service d'information de l'armée et à la réalisation de la carte des communications radiotélégraphiques du pays. Il fait dresser un inventaire des voies et des entreprises de transport colombiennes en cas de réquisition militaire<sup>19</sup>.

16 MG, *Memoria... de 1926*, pp. 96-99; *Memoria... de 1927*, pp. XXVII et 39; *Memoria... de 1929*, pp. XVII-XVIII et AF, E 27/12 723/245.

17 AF, E 27/12 723/245 et 255 (lettres de Juchler à Scheurer); MG, *Memoria... de 1926*, pp. 94-96, et *Memoria... de 1927*, p. XXIV.

18 AF, E 27/12 723/246 (Juchler à Scheurer) et 199 (Pillichody à Immenhauser); MG, *Memoria... de 1926*, pp. 101-104, et *Memoria... de 1927*, pp. XXVI et 4-5.

19 MG, *Informe... de 1925*, p. 41; *Memoria... de 1927*, pp. 3-4, et *Informe... 1928*, pp. 13-14.

Quant au lieutenant Plinio Pessina, arrivé fin 1925 pour seconder Juchler, il est conseiller technique au Ministère de la Guerre, où il collabore au service des uniformes et de l'équipement, ainsi qu'à l'établissement du budget militaire, et où il prend part à diverses commissions. Comme les autres membres de la mission, il enseigne dans les instituts de l'armée: la culture physique à l'Ecole militaire, l'économie politique et le droit international à l'Ecole supérieure de guerre. Par ailleurs, il met sur pied les premiers jeux olympiques colombiens auxquels participent des collégiens de tout le pays, tandis que Gautier, instructeur de la cavalerie en 1924, organise le premier concours hippique de Bogotá<sup>20</sup>.

### *Les obstacles externes et internes à la mission*

Même cantonnée dans l'instruction militaire et l'élaboration de projets mineurs, la mission suisse, en professionnalisant les cadres intermédiaires, constitue une menace pour les officiers supérieurs et les généraux. Ceux-ci vont donc constamment intriguer contre les Suisses pour nuire à leur réputation et, si possible, obtenir leur départ.

Ils trouvent un allié de poids dans le général allemand Kretschmar. Cet ancien instructeur de l'armée argentine arrive en janvier 1925, en quête d'un nouvel engagement militaire. Mais la mission suisse occupe déjà la place. Kretschmar s'impose sans détour comme conseiller bienveillant du Ministère de la Guerre; il donne des conférences dans lesquelles il mine subtilement la réputation des Suisses, attaquant le choix des armes dont ils recommandent l'achat ou mettant en doute leur faculté d'adaptation au pays. De retour en Europe au début de 1926, il s'empresse d'informer ses amis colombiens des difficultés de l'armée suisse et il accuse la mission de diffuser dans son pays une image défavorable des troupes colombiennes<sup>21</sup>. Toutes ces critiques sont reprises en Colombie par les militaires et souvent par la presse, sans que le ministre de la Guerre n'intervienne pour défendre les Suisses.

L'affaire de la vente d'avions suisses à la Colombie sera plus grave, car elle entraînera la rupture du contrat de Pillichody. En effet, en juin 1926, après des mois de négociations, Pillichody obtient du gouvernement colombien l'achat de huit avions Wild à moteur Lorraine-Dietrich, qui seront construits et équipés dans les ateliers de Thoune en Suisse. Or ce choix est désapprouvé par écrit par le chef de l'aviation suisse, le colonel Immenhauser, que l'ambassadeur Urrutia a consulté. Selon Immenhauser, les moteurs français Jupiter supportent mieux les variations de températures propres à la Colombie. La commande est alors modifiée pour faire suite à ce conseil. A la fin de 1927, Urrutia demande à Immenhauser que le Département militaire fédéral se charge de contrôler les appareils avant de les expédier outre-Atlantique. Immenhauser refuse, arguant qu'il s'agit d'un contrat privé entre la Colombie et la maison Wild. Survient là-dessus un accident qui sera habilement utilisé par les opposants à la mission: un des nouveaux avions, qui devait arriver triomphalement en Colombie de New York conduit par un pilote formé par Pillichody, atterrit mal à une étape en raison d'une anomalie du moteur et ne peut pas poursuivre sa route. Ce revers a lieu justement dans une période où l'aviation suisse

20 MG, *Memoria... de 1927*, p. 5.

21 AF, E 27/12 723/227, 254, 350 (Juchler à Scheurer) 359, 360, 363 et 364 (Juchler à Scheurer) et *El Tiempo* (quotidien libéral), 24 février 1927.



est en crise et décimée par des accidents. Il n'en faut pas plus pour qu'en Colombie les généraux et la presse, confondant moteur et avion, saisissent l'aubaine pour attaquer Pillichody. L'affaire parvient au Congrès colombien et les lettres d'Immenhauser servent de pièces à conviction pour prouver que Pillichody n'est qu'un profiteur: il a dupé le gouvernement en conseillant l'achat de mauvais avions sur lesquels il touchait un pourcentage. La Colombie renonce à acquérir les avions suisses et congédie Pillichody. Le discrédit retombe sur l'ensemble de la mission, dont l'honnêteté et la capacité sont mises en question<sup>22</sup>.

Juchler demande alors au Département militaire fédéral le retrait immédiat de la mission. Finalement on parviendra à un compromis: les officiers suisses demeureront le temps de terminer l'année académique dans les instituts militaires et regagneront la Suisse en février 1929.

Cependant, les intrigues des généraux n'expliquent pas tous les problèmes qu'a rencontrés la mission suisse. En refusant d'entrer dans le jeu politique colombien, elle a été en conflit permanent avec les ministres de la Guerre qui l'ont utilisée selon les nécessités du moment. En réponse, dès les premiers mois, Juchler brandit la menace du retrait<sup>23</sup>. Ainsi, en février 1926, lorsque les instituts militaires n'obtiennent pas les crédits demandés, il écrit au ministre: «Pour nous officiers *suisses*, il s'agit seulement de sauver notre honneur professionnel et notre réputation de soldats sérieux que nous sommes en train de perdre en Colombie. *La mission militaire est un échec et restera un échec*, parce qu'aujourd'hui se termine la première partie de la mission sans le moindre résultat palpable dans l'armée»<sup>24</sup>.

Par ailleurs, Juchler est en conflit avec le Ministère de la Guerre sur le rôle de l'armée. Tout en reconnaissant qu'il existe quelques agitateurs isolés, il ne croit pas aux menaces de révolution périodiquement rappelées par le gouvernement pour justifier la fonction répressive de l'armée. Il estime que celle-ci doit servir avant tout à la défense du territoire contre les ennemis extérieurs. Cette attitude réaliste à un moment où l'armée multiplie ses interventions violentes – le massacre par la troupe de dizaines de travailleurs grévistes des bananeraies de la United Fruit Company dans le Magdalena a lieu en décembre 1928 – permet même à certains détracteurs des militaires suisses de les accuser d'être des agents secrets du communisme<sup>25</sup>!

Les accusations contre la mission sont également facilitées par le faible appui que le Conseil fédéral lui apporte, invoquant à tout moment le caractère privé du contrat signé et ignorant tout de la Colombie et de son fonctionnement politique. Quant à l'affaire des avions, elle montre l'absence de communication au sein du Département militaire: bien que Scheurer ait reçu de Juchler des dizaines de lettres détaillées sur les difficultés de la mission, Immenhauser répond à l'ambassadeur de Colombie sans consulter personne. Immenhauser provoque d'ailleurs la colère du consul Walter Röthlisberger, qui craint des répercussions fâcheuses pour les affaires de la colonie suisse en Colombie, et le mécontentement du Département politique fédéral<sup>26</sup>.

22 AF, E 27/12 723/48, 75, 302, 309, 330, 415, 417–418 (Juchler à Scheurer) et 299 (Gautier à Scheurer); *El Tiempo*, 11 avril 1927. Sur l'aviation suisse, JANN ETTER, *Armee und öffentliche Meinung in Zwischenkriegszeit, 1918–1939*, Berne, 1972, pp. 115–116, et *Revue militaire suisse*, par exemple, 73, 1928, N° 9, septembre, pp. 416–417.

23 AF, E 27/12 723/253 (F. Sorzano, MG, à Scheurer).

24 AF, E 27/12 723/235 (Juchler à F. Sorzano).

25 AF, E 27/12 723/330 (Juchler à Scheurer).

26 AF, E 27/12 723/335 (G. Motta à K. Scheurer), 302 (W. Röthlisberger à Scheurer), 309 (DMF à Juchler).

Enfin, la mission militaire ne fait pas bloc face aux Colombiens. Ses dissensions intestines remplissent quantité de lettres entre les officiers suisses et le Département militaire, montrant qu'elles absorbent une grande partie des énergies de la mission. Très vite, Juchler souhaite se débarrasser de von Werdt, qu'il accuse de manquer d'intelligence et de commettre des impairs. Le contrat du major n'est pas renouvelé après 1927 et von Werdt réintègre l'armée suisse comme officier instructeur. Mais c'est entre Gautier et Juchler que la rivalité est la plus forte. Négligeant l'autorité de son chef, Gautier confère à son rôle un sens plus diplomatique que militaire et s'intègre rapidement dans l'élite de Bogotá. Ses relations privilégiées avec le nonce apostolique lui permettent ainsi d'obtenir par voie détournée des hausses de salaire pour la mission. Ce genre d'initiative est d'autant plus intolérable à Juchler qu'il ne peut pas se séparer de Gautier, en raison de sa compétence professionnelle et de ses relations étroites avec le pouvoir colombien. Mais lorsqu'en 1929, le rappel de la mission ayant déjà été décidé par le Conseil fédéral, Gautier recourt à nouveau au nonce pour se faire engager de manière indépendante par le gouvernement colombien, Juchler le dénonce aux autorités helvétiques. Le Département militaire exige et obtient alors la démission de Gautier. Quant à Pessina, arrivé dans une ambiance déjà tendue, il tire tout le parti de sa position d'homme de confiance de Juchler, n'hésitant pas à dénoncer ses collègues. Enfin, Pillichody doit remplacer par Rudolf Rubin son mécanicien Demaurex, qui néglige son travail pour s'enrichir dans des affaires douteuses<sup>27</sup>. Connues des Colombiens, ces dissensions arrangent les intrigants, assez habiles pour dresser les uns contre les autres. Et de ce point de vue, la mission est bien incapable de servir de modèle de l'esprit de corps et de l'efficacité helvétiques qu'elle souhaite inculquer à l'armée colombienne.

#### *La mission militaire suisse: échec ou demi-succès?*

Aussi, les résultats concrets de la mission sont limités. Elle réussit à former une nouvelle génération d'officiers compétents et consciencieux qui exigeront ensuite des réformes structurelles et des responsabilités à la mesure de leurs qualifications<sup>28</sup>. Mais elle ne parvient pas à faire de l'armée colombienne, force de répression au service du parti conservateur et de l'oligarchie, une force nationale de défense du territoire. Cette conscience ne s'éveillera, et de façon éphémère, qu'à l'éclatement du conflit limitrophe avec le Pérou en 1932-1933, qui soudera un instant la nation.

Pourtant la Colombie cherchera encore à recourir aux Suisses pour réformer son armée. Paul Gautier, engagé comme professeur à l'École supérieure de guerre en 1929, entrera dans les rangs de l'armée colombienne comme officier supérieur en 1931; mais en 1934, il sera limogé en même temps qu'un général chilien en raison de leur violente rivalité et mourra peu après de maladie. Juchler fera l'objet d'une nouvelle proposition d'engagement en 1932. A la suite de l'accession des libéraux au pouvoir, les vieux généraux seront balayés et remplacés par d'anciens élèves de Juchler qui réclameront son retour. Le contrat ne sera toutefois pas signé, car Juch-

27 AF, E 27/12 723/35 à 95, 98, 121, 143, 200, 209, 217, 223-225, 245, 254, 261-262 (correspondance entre Juchler, Gautier et Scheurer), 108 et 127 (von Werdt à DMF), 146-147 (DPF à DMF), 133, 138 et 148 (procès-verbaux du Conseil fédéral). Entretien avec W. Röthlisberger.

28 AF, E 27/12 723/330.

ler, condamné pour une affaire de mœurs à Genève, devra démissionner de l'armée suisse. En 1934, après l'élection à la présidence du libéral progressiste Alfonso López Pumarejo, une dernière tentative colombienne pour réengager Juchler échouera, cette fois en raison de l'opposition du consul Röthlisberger, sans doute peu réjoui par la perspective d'éventuels scandales susceptibles d'éclabousser la colonie suisse. Signalons enfin qu'en 1939, la Colombie demandera de nouveau à la Suisse l'envoi de trois officiers d'état-major pour l'enseignement militaire supérieur à Bogotá. Pessina et le colonel Léderrey seront pressentis par le Ministère de la Guerre, mais le Département militaire fédéral refusera de se séparer de ces officiers, à cause de l'aggravation de la situation européenne<sup>29</sup>.

Il faut préciser que la mission militaire suisse supporte bien la comparaison avec les autres missions alors en Colombie. Certes, les experts du Département d'Etat nord-américain engagés en 1923 pour moderniser les finances et l'administration du pays parviennent mieux à leurs fins: une banque centrale est créée, des normes sur les banques privées édictées, la monnaie stabilisée. Certains ministères sont réorganisés; un département du budget et la comptabilité nationale sont mis sur pied et améliorent la fiscalité de l'Etat. Ces résultats s'expliquent. La réforme financière et administrative est urgente pour les milieux industriels et commerçants des deux parties, étant une condition à la poursuite à court terme de l'expansion économique, ainsi qu'à l'extension des investissements et du commerce des Etats-Unis<sup>30</sup>.

Mais la mission pédagogique allemande (1924–1926), composée de trois professeurs, voit son premier projet de réforme de l'éducation repoussé par le Congrès, principalement par les milieux cléricaux, parce qu'il instaure le caractère obligatoire de l'instruction élémentaire et l'inspection de l'Etat sur l'enseignement privé. La mission fait alors réviser un deuxième texte de réforme par de hauts dignitaires de l'Eglise; cette fois, ce sont les libéraux et les conservateurs non cléricaux qui le font échouer. Sur le point de rompre leur contrat, les pédagogues allemands restent néanmoins jusqu'à son terme en collaborant à des réformes de moindre envergure<sup>31</sup>. Quant aux ingénieurs belges et britanniques occupés à l'organisation du réseau télégraphique et aux chemins de fer, ils quittent bruyamment la Colombie devant l'impossibilité d'y travailler.

En effet, la tâche confiée en général aux missions étrangères est difficilement réalisable: elles doivent réformer et moderniser l'organisation, développer l'infrastructure, sans exiger des dépenses supplémentaires et sans menacer la position des personnes ou des groupes influents. Dans son message annuel au Congrès de 1927, le président Miguel Abadía Méndez (1926–1930) met d'ailleurs en doute cette forme primitive de coopération au développement, mais moins pour la dépendance qu'elle pourrait produire que pour son coût et sa lenteur due au temps d'adaptation des étrangers au pays. Il suggère que dorénavant la Colombie choisisse d'envoyer des

29 AF, E 27/12 723/68 et 87 (pour Gautier), E 27/12 724/1 à 36 (tentative de réengagement de Juchler), E 27/12 725/40 à 53 (tentative de 1939) et entretien avec W. Röthlisberger.

30 ROBERT N. SEIDEL, «American reformer abroad: the Kemmerer missions in South America, 1923–1931», in *The Journal of Economic History*, Vol. XXXII, N° 2, Juin 1972, pp. 520–545; LUIS OSPINA VÁSQUEZ, *Industria y protección en Colombia, 1810–1930*, Bogotá, 1979, p. 379.

31 Ministerio de Educación nacional, *Memoria de 1924*, et Senado, *Proyecto de ley orgánica de la instrucción pública*, Bogotá, 1926. Pour une description détaillée, ALINE HELG, *Civiliser le peuple et former les élites. L'éducation en Colombie, 1918–1957*. Paris, L'Harmattan, 1984, pp. 97–100.

professionnels se perfectionner à l'extérieur, lesquels seraient ensuite chargés de diriger les réformes<sup>32</sup>.

Cependant, le problème de la dépendance est plus complexe. Les élites colombiennes, créoles et éduquées selon les principes européens ou nord-américains, sont plus proches de leurs partenaires des Etats-Unis ou d'Europe que de leurs concitoyens des couches populaires et des campagnes dont elles ignorent tout. La tendance à importer des modèles de l'étranger est donc inhérente à leur situation. En 1950, l'Institut colombien de spécialisation technique à l'extérieur (ICETEX) sera créé par l'Etat pour favoriser la formation de cadres hors du pays. Mais parallèlement les missions nord-américaines, européennes et internationales se multiplieront en Colombie à mesure qu'elles garantiront la perpétuation de la structure sociale et le financement partiel des réformes proposées. Loin de diminuer, la dépendance s'aggraverait.

Dans le cas particulier de l'armée, la mission militaire suisse est l'une des dernières manifestations de l'influence militaire européenne avant la percée nord-américaine. Dès la Deuxième Guerre mondiale, la Colombie entrera dans le système de défense extérieure coordonné par les Etats-Unis. En 1949, l'accord bilatéral d'assistance militaire avec les Etats-Unis permettra l'installation permanente d'une mission de l'armée nord-américaine en Colombie et préparera l'envoi, en 1951, d'un bataillon colombien en Corée aux côtés des Etats-Unis. Après la guerre civile de la *Violencia* (1948-1957) et le développement de guerrillas communistes, l'armée colombienne se concentrera de nouveau essentiellement sur des fonctions de défense intérieure, toujours supervisées par les Etats-Unis<sup>33</sup>.

Force donc est de constater, un demi siècle plus tard, que l'armée colombienne est plus éloignée que jamais du modèle de défense populaire nationale que la mission militaire suisse imaginait mettre sur pied à son arrivée dans le pays en 1924.

32 MIGUEL ABADÍA MÉNDEZ, *Mensaje presidencial al Congreso nacional de 1927*, Bogotá, 1927, p. 40 et AF, E 27/12 723/254 (Juchler à Scheurer).

33 Voir WILLY MURI, *op. cit.*